

RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 40402
Numéro SIREN : 487 697 047
Nom ou dénomination : HOLDING FD

Ce dépôt a été enregistré le 23/05/2018 sous le numéro de dépôt 3334

HOLDING FD
Société par actions simplifiée, au capital de 500 000 Euros
SIEGE SOCIAL: 415 rue des Merisiers
Parc d'Activités Arboria
45700 PANNES
487 697 047 RCS ORLEANS



DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 04 MAI 2018

Décision d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé Unique, après avoir constaté que les comptes de l'exercice font apparaître un bénéfice comptable de 550 001,72 €, décide de l'affecter de la manière suivante:

- Au compte « Autres Réserves » 550 001,72 €

Le Président
Fabrice DOSIAS

A handwritten signature in black ink, appearing to be "FD" or similar, written over a horizontal line.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2017	Net 31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	1 725	1 725		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	268 911	240 964	27 947	33 107
Autres immobilisations corporelles	215 425	190 754	24 671	27 499
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	10 101 048		10 101 048	5 406 375
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	40 942		40 942	942
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 628 052	433 444	10 194 608	5 467 923
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	24 756		24 756	21 641
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	31 415		31 415	
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	168 949		168 949	199 768
Autres créances	136 799		136 799	135 565
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	21 502		21 502	39 714
Charges constatées d'avance (3)	3 480		3 480	3 830
TOTAL ACTIF CIRCULANT	386 901		386 901	400 518
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	11 014 952	433 444	10 581 509	5 868 441
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2017	31/12/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital	500 000	500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	50 000	50 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	2 496 374	2 320 517
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	550 002	175 858
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	6 721	6 375
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3 603 097	3 052 749
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	42 767	81 509
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	42 767	81 509
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 540 568	1 031 886
Emprunts et dettes diverses (3)	2 210 976	357 160
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	28 011	7 735
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	683 979	796 102
Dettes fiscales et sociales	332 697	183 760
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		126 373
Produits constatés d'avance (1)	139 413	231 167
TOTAL DETTES	6 935 644	2 734 183
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	10 581 509	5 868 441
(1) Dont à plus d'un an (a)	3 648 246	687 745
(1) Dont à moins d'un an (a)	3 259 387	2 038 703
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	47 465	23 119
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	13 780		13 780	14 841
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	6 118 472		6 118 472	5 743 975
Chiffre d'affaires net	6 132 252		6 132 252	5 758 816
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			142 654	182 600
Autres produits			15	7
Total produits d'exploitation (I)			6 274 921	5 941 422
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			2 129 300	1 790 150
Variations de stock			-3 114	6 713
Autres achats et charges externes (a)			1 667 675	2 009 798
Impôts, taxes et versements assimilés			71 536	60 747
Salaires et traitements			1 052 588	1 101 733
Charges sociales			561 309	574 755
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
– Sur immobilisations : dotations aux amortissements			36 342	64 463
– Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
– Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
– Pour risques et charges : dotations aux provisions			42 767	81 509
Autres charges			21	274
Total charges d'exploitation (II)			5 558 423	5 690 142
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			716 498	251 281
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			55 000	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			86	174
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			55 086	174
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			41 546	49 227
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			41 546	49 227
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			13 540	-49 053
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			730 038	202 228

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Compte de résultat - suite

	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	9 583	3 647
Sur opérations en capital	10 250	27 000
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	19 833	30 647
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 663	134
Sur opérations en capital		10 405
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	346	
Total charges exceptionnelles (VIII)	3 009	10 539
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	16 824	20 107
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	196 860	46 478
Total des produits (I+III+V+VII)	6 349 840	5 972 243
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 799 838	5 796 386
BENEFICE OU PERTE	550 002	175 858
(a) Y compris :		
– Redevances de crédit-bail mobilier	210 525	180 170
– Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Autres éléments significatifs

Suite au procès verbal d'assemblée générale extraordinaire du 19/12/2017, modification de la dénomination sociale.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/03/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EUROS.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 1 an

* Installations techniques : 5 à 10 ans

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

- * Matériel et outillage industriels : 4 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 10 ans
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 8 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 66 697 EUROS. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 725			1 725
Immobilisations incorporelles	1 725			1 725
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	267 907	12 705	11 701	268 911
– Installations générales, agencements aménagements divers	54 759			54 759
– Matériel de transport	162 108	12 127	41 296	132 939
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 207	3 521		27 727
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	508 980	28 353	52 997	484 337
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	5 406 375	4 694 673		10 101 048
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières	942	40 000		40 942
Immobilisations financières	5 407 317	4 734 673		10 141 990
ACTIF IMMOBILISE	5 918 022	4 763 026	52 997	10 628 052

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		28 353	4 734 673	4 763 026
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		28 353	4 734 673	4 763 026
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		52 997		52 997
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		52 997		52 997

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS MERLIN T.P 45700 PANNES	168 000	33 250	100,00	16 321
TP Vauvelle 45290 VARENNES CHANGY	2 990 000	2 976 947	97,54	170 114
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
– Filiales (détenues à + 50 %)	10 101 048	10 101 048	1 200 000		55 000
– Participations (détenues entre 10 et 50%)					
– Autres filiales françaises					
– Autres filiales étrangères					
– Autres participations françaises					
– Autres participations étrangères					

La société a acquis en date du 19/12/2017, les titres de la société TP Vauvelle pour un montant de 4 694 673 €.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 725			1 725
Immobilisations incorporelles	1 725			1 725
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagement des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels	234 800	17 865	11 701	240 964
– Installations générales, agencements aménagement divers	48 479	2 426		50 905
– Matériel de transport	146 148	13 413	41 296	118 265
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 946	2 638		21 584
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	448 374	36 342	52 997	431 719
ACTIF IMMOBILISE	450 099	36 342	52 997	433 444

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	40 942		40 942
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	168 949	168 949	
Autres	136 799	136 799	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 480	3 480	
Total	350 170	309 228	40 942
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients prod.non enc.fact	18 450
Rrr a obten.avoir a recev	40 518
Etat – produits à recevoir	3 565
Total	62 533

Composition du Capital Social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	20 000	25,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	20 000	25,00

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	6 375	346		6 721
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	6 375	346		6 721
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		346		

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	81 509	42 767	81 509		42 767
Total	81 509	42 767	81 509		42 767
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		42 767	81 509		
Financières					
Exceptionnelles					

Une provision pour litige sur travaux réalisés a été comptabilisé suite à des réclamations clients. La provision est valorisée

selon le coût estimé des réparations pour la société.

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	47 465	47 465		
– à plus de 1 an à l'origine	3 493 103	594 857	2 458 793	439 453
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 950 000	1 200 000		750 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	683 979	683 979		
Dettes fiscales et sociales	332 697	332 697		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	260 976	260 976		
Produits constatés d'avance	139 413	139 413		
Total	6 907 633	3 259 387	2 458 793	1 189 453
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 550 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	315 933			
(**) Dont envers les associés	260 976			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 139 853 EUROS.

Les emprunts suivants ont été souscrits au cours des exercices précédents :

- Crédit Agricole centre loire pour un montant de 1 750 000 €
- Caisse d'Epargne loire centre pour un montant de 1 750 000 €.

Nouveaux emprunts :

- Banque populaire pour 800 000 €
- emprunt BTP 400 000 €
- emprunt BPI 800 000 € avec différé de 2 ans
- emprunt caisse d'épargne pour 800 000 €

emprunts et dettes financières divers :

- emprunt Serge Merlin pour 750 000 €
- avance TP Vauvelle 1 200 000 €

COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL

Autres dettes :

–compte courant d'associé disponible : 139 852,60 €

–avance de trésorerie de SOGEPAC : 116 105,23 €

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact.non parvenues	86 418
Int.cour./empr.etb credit	5 358
Interets courus à payer	2 375
Associés – intérêts courus	5 018
Etat cap	22 487
Total	121 656

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat. d avance	3 480		
Total	3 480		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constat.d avance	139 413		
Total	139 413		

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2017
travaux publics	6 132 252
TOTAL	6 132 252

Engagements donnés

	Montant en EUROS
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	573 345
Engagements de crédit-bail immobilier	
intérêts des emprunts restants dus	200 986
nantissement en premier rang du fonds de commerce au profit de la caisse d'épargne et du crédit agricole	3 500 000
gage de compte d'instruments financiers sur les titres de la SAS MERLIN TP ENVIRONNEMENT	1 750 000
nantissement de 29165 actions TP Vauvelle au profit de la caisse d'épargne	800 000
nantissement de 29165 actions TP Vauvelle au profit de la banque populaire	800 000
nantissement de 29165 actions au profit de BTP banque	400 000
Autres engagements donnés	7 450 986
Total	8 024 331
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	2 000 000
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements reçus

	Montant en EUROS
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
garantie de BPI France financement au titre du fonds de garantie à hauteur de 50% de l'emprunt BPI	400 000
caution société de cautionnement BPI France à hauteur de 20% de l'emprunt Caisse d'Epargne	160 000
garantie de BPI France financement BTP banque à hauteur de 20% sur l'emprunt	80 000
garantie de BPI France sur l'emprunt Banque Populaire à hauteur de 20%	160 000
Autres engagements reçus	800 000
Total	800 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	800 000
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Crédit-Bail

Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail mobilier : 573 345 EUROS.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution de leur fonds de roulement.

GÉRARD HAUTCŒUR
COMMISSAIRE AUX COMPTES
DIPLOMÉ E. S. C. LICENCIÉ EN DROIT

3, Avenue Montrose
06400 CANNES

Téléphone : 06 08 85 45 21

SAS HOLDING FD
415, rue des Merisiers
Parc d'Activités Arboria

45700 PANNES

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

Monsieur Le Président,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Holding FD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

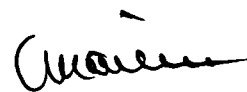
En outre:

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;

-Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

-Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cannes
Le dix huit avril
Deux mille dix huit



Désignation de l'entreprise SAS HOLDING FDDurée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12Adresse de l'entreprise 415 rue des merisiers 45700 PANNESDurée de l'exercice précédent* 12Numéro SIRET* 4 8 7 6 9 7 0 4 7 0 0 0 1 6Néant ☐ *Exercice N clos le,
31/12/2017

		Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3
Capital souscrit non appelé						
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(I) AA				
	Frais d'établissement *	AB		AC		
	Frais de développement *	CX		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 725	AG	1 725	
	Fonds commercial (1)	AH		AI		
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	Terrains	AN		AO		
	Constructions	AP		AQ		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	268 911	AS	240 964	27 947
	Autres immobilisations corporelles	AT	215 425	AU	190 754	24 670
	Immobilisations en cours	AV		AW		
	Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	CS		CT		
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CU	10 101 048	CV		10 101 048
	Autres participations	BB		BC		
	Créances rattachées à des participations	BD		BE		
	Autres titres immobilisés	BF		BG		
	Prêts	BH	40 942	BI		40 942
TOTAL (II)		BJ	10 628 051	BK	433 443	10 194 607
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	BL	24 755	BM		24 755
	En cours de production de biens	BN		BO		
	En cours de production de services	BP		BQ		
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
	Marchandises	BT		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	31 414	BW		31 414
	CRÉANCES	BX	168 948	BY		168 948
	Clients et comptes rattachés (3)*	BZ	136 798	CA		136 798
	Autres créances (3)	CB		CC		
	Capital souscrit et appelé, non versé	CD		CE		
Comptes de régularisation	DIVERS	CF	21 502	CG		21 502
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres *)	CH	3 480	CI		3 480
	Disponibilités	CJ	386 900	CK		386 900
	Charges constatées d'avance (3)*	CW				
	TOTAL (III)	CM				
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer	CN				
	Primes de remboursement des obligations	CO	11 014 952	1A	433 443	10 581 508
	Ecarts de conversion actif*					
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)					

(2) part à moins d'un an des
immobilisations financières

(3) part à plus d'un an

Désignation de l'entreprise SAS HOLDING FDNéant ☐ *

Exercice N

CAPITAUX PROPRES

Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 500 000)

DA

500 000

Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...

DB

Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)

DC

Réserve légale (3)

DD

50 000

Réserves statutaires ou contractuelles

DE

Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)

DF

Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)

DG

2 496 374

Report à nouveau

DH

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)

DI

550 001

Subventions d'investissement

DJ

Provisions réglementées *

DK

6 721

TOTAL (I)

DL

3 603 097

Autres fonds propres

Produit des émissions de titres participatifs

DM

Avances conditionnées

DN

TOTAL (II)

DO

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques

DP

42 767

Provisions pour charges

DQ

TOTAL (III)

DR

42 767

DETTES (4)

Emprunts obligataires convertibles

DS

Autres emprunts obligataires

DT

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)

DU

3 540 567

Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)

DV

2 210 976

Avances et acomptes reçus sur commandes en cours

DW

28 011

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

DX

683 979

Dettes fiscales et sociales

DY

332 696

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

DZ

Autres dettes

EA

Compte régul.

Produits constatés d'avance (4)

EB

139 413

TOTAL (IV)

EC

6 935 644

Ecart de conversion passif*

ED

TOTAL GÉNÉRAL (I à V)

EE

10 581 508

RELEVÉS

(1) Écart de réévaluation incorporé au capital

1B

(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)

1C

Écart de réévaluation libre

1D

Réserve de réévaluation (1976)

1E

(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *

1F

(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

EG

3 259 387

(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP

EH

47 465

Désignation de l'entreprise : SAS HOLDING FD

Néant ☐ *

Exercice N

France

Exportations et
livraisons intracommunautaires

Total

PRODUITS D'EXPLOITATION

Ventes de marchandises*

FA

13 780

FB

FC

13 780

Production vendue { biens *
services *

FD

FE

FF

FG

6 118 471

FH

FI

6 118 471

Chiffres d'affaires nets *

FJ

6 132 251

FK

FL

6 132 251

Production stockée*

FM

Production immobilisée*

FN

Subventions d'exploitation

FO

Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)

FP

142 654

Autres produits (1) (11)

FQ

14

Total des produits d'exploitation (2) (I)

FR

6 274 920

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises (y compris droits de douane)*

FS

Variation de stock (marchandises)*

FT

Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*

FU

2 129 300

Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*

FV

(3 114)

Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*

FW

1 667 674

Impôts, taxes et versements assimilés*

FX

71 536

Salaires et traitements*

FY

1 052 587

Charges sociales (10)

FZ

561 308

DOTATIONS
D'EXPLOITATIONSur immobilisations { - dotations aux amortissements*
- dotations aux provisions*

GA

36 341

Sur actif circulant : dotations aux provisions*

GB

Pour risques et charges : dotations aux provisions

GC

Autres charges (12)

GD

42 767

Total des charges d'exploitation (4) (II)

GE

20

1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)

GF

5 558 422

opérations
en commun

Bénéfice attribué ou perte transférée*

(III)

GG

716 498

Perte supportée ou bénéfice transféré*

(IV)

GH

PRODUITS FINANCIERS

Produits financiers de participations (5)

GI

Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)

GJ

55 000

Autres intérêts et produits assimilés (5)

GK

Reprises sur provisions et transferts de charges

GL

85

Différences positives de change

GM

Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement

GN

Total des produits financiers (V)

GO

55 085

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations financières aux amortissements et provisions*

GP

Intérêts et charges assimilées (6)

GQ

Différences négatives de change

GR

41 546

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

GS

Total des charges financières (VI)

GT

41 546

2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)

GU

13 539

3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)

GV

Désignation de l'entreprise SAS HOLDING FDNéant ☐ *

		Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	9 583
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	10 249
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	19 832
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	2 663
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	346
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	3 009
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	16 823
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	196 860
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	6 349 839
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	5 799 837
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	550 001
(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	210 524
	- Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	61 145
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9		
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels joindre en annexe : (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le	Exercice N	
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Pénalités, amendes fiscales et pénales		17	
Amortissements dérogatoires		346	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion			2 489
Produits des cessions d'éléments d'actif			10 249
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N	
		Charges antérieures	Produits antérieurs

Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/03/2018 par les dirigeants de l'entreprise.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EUROS.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 1 an

* Installations techniques : 5 à 10 ans

- * Matériel et outillage industriels : 4 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 10 ans
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 8 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 66 697 EUROS. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 725			1 725
Immobilisations incorporelles	1 725			1 725
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	267 907	12 705	11 701	268 911
- Installations générales, agencements aménagements divers	54 759			54 759
- Matériel de transport	162 108	12 127	41 296	132 939
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	24 207	3 521		27 727
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	508 980	28 353	52 997	484 337
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	5 406 375	4 694 673		10 101 048
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	942	40 000		40 942
Immobilisations financières	5 407 317	4 734 673		10 141 990
ACTIF IMMOBILISE	5 918 022	4 763 026	52 997	10 628 052

31 décembre 2017 – 12 mois

SAS HOLDING FD

orcom

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		28 353	4 734 673	4 763 026
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		28 353	4 734 673	4 763 026
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		52 997		52 997
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		52 997		52 997

31 décembre 2017 – 12 mois	SAS HOLDING FD	orcom
----------------------------	----------------	-------

Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS MERLIN T.P 45700 PANNES	168 000	33 250	100,00	16 321
TP Vauvelle 45290 VARENNES CHANGY	2 990 000	2 976 947	97,54	170 114
– Participations (détenues entre 10 et 50%)				

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
– Filiales (détenues à + 50 %)	10 101 048	10 101 048	1 200 000		55 000
– Participations (détenues entre 10 et 50%)					
– Autres filiales françaises					
– Autres filiales étrangères					
– Autres participations françaises					
– Autres participations étrangères					

La société a acquis en date du 19/12/2017, les titres de la société TP Vauvelle pour un montant de 4 694 673 €.

31 décembre 2017 – 12 mois

SAS HOLDING FD

orcom**Amortissements des immobilisations**

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 725			1 725
Immobilisations incorporelles	1 725			1 725
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	234 800	17 865	11 701	240 964
- Installations générales, agencements aménagements divers	48 479	2 426		50 905
- Matériel de transport	146 148	13 413	41 296	118 265
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 946	2 638		21 584
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	448 374	36 342	52 997	431 719
ACTIF IMMOBILISÉ	450 099	36 342	52 997	433 444

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	40 942		40 942
Créances de l'actif courant			
Créances Clients et Comptes rattachés	168 949	168 949	
Autres	136 799	136 799	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 480	3 480	
Total	350 170	309 228	40 942
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients prod.non enc.fact	18 450
Rrr a obten.avoir a recev	40 518
Etat – produits à recevoir	3 565
Total	62 533

Composition du Capital Social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	20 000	25,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	20 000	25,00

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	6 375	346		6 721
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	6 375	346		6 721
Répartition des dotations et reprises				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		346		

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	81 509	42 767	81 509		42 767
Total	81 509	42 767	81 509		42 767
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice					
Exploitation		42 767	81 509		
Financières					
Exceptionnelles					

Une provision pour litige sur travaux réalisés a été comptabilisé suite à des réclamations clients. La provision est valorisée

selon le coût estimé des réparations pour la société.

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	47 465	47 465		
– à plus de 1 an à l'origine	3 493 103	594 857	2 458 793	439 453
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 950 000	1 200 000		750 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	683 979	683 979		
Dettes fiscales et sociales	332 697	332 697		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	260 976	260 976		
Produits constatés d'avance	139 413	139 413		
Total	6 907 633	3 259 387	2 458 793	1 189 453
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 550 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	315 933			
(**) Dont envers les associés	260 976			

Le montant des divers emprunts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques s'élève à 139 853 EUROS.

Les emprunts suivants ont été souscrits au cours des exercices précédents :

- Crédit Agricole centre loire pour un montant de 1 750 000 €
- Caisse d'Epargne loire centre pour un montant de 1 750 000 €.

Nouveaux emprunts :

- Banque populaire pour 800 000 €
- emprunt BTP 400 000 €
- emprunt BPI 800 000 € avec différé de 2 ans
- emprunt caisse d'épargne pour 800 000 €

emprunts et dettes financières divers :

- emprunt Serge Merlin pour 750 000 €
- avance TP Vauville 1 200 000 €

Autres dettes :

-compte courant d'associé disponible : 139 852,60 €

-avance de trésorerie de SOGEPAC : 116 105,23 €

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact.non parvenues	86 418
Int.cour./empr.etb credit	5 358
Interets courus à payer	2 375
Associés – intérêts courus	5 018
Etat cap	22 487
Total	121 656

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat. d avance	3 480		
Total	3 480		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constat.d avance	139 413		
Total	139 413		

31 décembre 2017 – 12 mois

SAS HOLDING FD

orcom

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2017
travaux publics	6 132 252
TOTAL	6 132 252

Engagements donnés

	Montant en EUROS
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	573 345
Engagements de crédit-bail immobilier	
intérêts des emprunts restants dus	200 986
nantissement en premier rang du fonds de commerce au profit de la caisse d'épargne et du crédit agricole	3 500 000
gage de compte d'instruments financiers sur les titres de la SAS MERLIN TP ENVIRONNEMENT	1 750 000
nantissement de 29165 actions TP Vauvelle au profit de la caisse d'épargne	800 000
nantissement de 29165 actions TP Vauvelle au profit de la banque populaire	800 000
nantissement de 29165 actions au profit de BTP banque	400 000
Autres engagements donnés	7 450 986
Total	8 024 331
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	2 000 000
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements reçus

	Montant en EUROS
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
garantie de BPI France financement au titre du fonds de garantie à hauteur de 50 % de l'emprunt BPI	400 000
caution société de cautionnement BPI France à hauteur de 20 % de l'emprunt Caisse d'Epargne	160 000
garantie de BPI France financement BTP banque à hauteur de 20 % sur l'emprunt	80 000
garantie de BPI France sur l'emprunt Banque Populaire à hauteur de 20 %	160 000
Autres engagements reçus	800 000
Total	800 000
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	800 000
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Crédit-Bail

Redevances HT restant dues sur opérations de crédit-bail mobilier : 573 345 EUROS.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution de leur fonds de roulement.